

Unité départementale du Rhône  
63, avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 29/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE**

Avenue Henri Schneider  
69330 Jonage

Références : UDR-SSDAS-24-63-AM  
Code AIOT : 0003201758

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE implanté 1765 AV HENRI SCHNEIDER ZAC DE GAULNES 69330 JONAGE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des inspections régionales sur le contrôle des rejets aqueux dans les ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOEHRINGER INGELHEIM ANIMAL HEALTH FRANCE
- 1765 AV HENRI SCHNEIDER ZAC DE GAULNES 69330 JONAGE
- Code AIOT : 0003201758
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Boehringer Ingelheim de Jonage a été construit de 2018 à 2022. Il est actuellement en phase de mise en service. La production des premiers lots de vaccins pour animaux contre le virus de la fièvre aphteuse est prévue pour février 2026. Le site de Jonage, qui emploie actuellement 150 personnes, est dédié à la production d'antigènes en vrac pour la fabrication de vaccins.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Demande d'action corrective	3 mois
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de Boehringer Ingelheim de Jonage émet deux types d'effluents:

- des effluents industriels liés actuellement à la phase de mise en service: rinçage, essais à l'eau, production des utilités... Ceux-ci sont envoyés vers la STEP de Jonage;
- des eaux pluviales et de toitures.

Les eaux pluviales de voirie, susceptibles d'être polluées, sont infiltrées sur site après traitement par un séparateur d'hydrocarbure.

Les eaux pluviales de parking et de toiture sont directement infiltrées sur site, sans traitement préalable.

Compte-tenu de la particularité du site, actuellement en phase de mise en service, des aménagements sur les fréquences et modalités de transmissions des rapports ont été approuvés par l'inspection des installations classées.

Il ressort de cette inspection que l'exploitant réalise de façon satisfaisante les analyses de ses effluents industriels conformément à la réglementation et à la convention qui le lie avec le Grand Lyon.

Toutefois la visite a mis en évidence que le point de prélèvement correspondant au rejet 2 des eaux de voiries susceptibles d'être polluées était absent et devait être aménagé pour être représentatif des eaux infiltrées dans le milieu naturel. L'exploitant devra transmettre les éléments démontrant de l'accessibilité du point de prélèvement et de la méthodologie mise en place.

L'exploitant devra également transmettre à l'inspection des installations classées la mise à jour de son plan des réseaux et l'analyse des causes du dépassement des matières en suspension dans les eaux pluviales avant infiltration.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le "Plan des réseaux humides EP - EU - ET - AEP » -n° EXE-TB-NTS-1400-2 RES-01713-K" dont la dernière mise à jour est datée du 10/03/2023.  Sur ce plan figurent bien les 3 types de réseaux du site de Jonage : Eau Pluviale Voirie, Eau Pluviale Toiture, Eau usées. Cependant, les dernières modifications apportées au réseau d'eaux usées n'ont pas été prises en compte sur le document (présence des cuves de récupération des effluents chlorures telles que décrites dans le porté à connaissance transmis en juin 2023 non visibles sur le plan.)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 1 mois, de mettre à jour le plan des réseaux des effluents afin d'y intégrer les dernières modifications apportées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1mois
-------------------------------

**N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
--

**Prescription contrôlée :**

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

**Constats :**

La visite a porté sur le point de rejet n°2 qui envoie les eaux pluviales de voiries susceptibles d'être polluées vers le milieu naturel via un bassin d'infiltration.

L'exploitant indique que les eaux collectées issues des voiries susceptibles d'être polluées sont récupérées gravitairement et dirigées vers une noue étanche de 700m<sup>3</sup>. En sortie de cette noue, sont installés une vanne d'isolement puis un séparateur d'hydrocarbure. Les eaux en sortie du séparateur sont dirigées vers un bassin d'infiltration qui rejoint le milieu naturel (masse d'eau : Couloir de l'Est lyonnais).

Le jour de la visite, il a été constaté que la noue, le séparateur d'hydrocarbure et le bassin d'infiltration sont enterrés. Un regard permet l'accès au point bas/aval de la noue. Un autre regard (non ouvert) permet l'accès au séparateur d'hydrocarbure selon l'exploitant.

Le bassin d'infiltration est enterré et aucun point d'accès ne permet de visualiser l'effluent traité par le séparateur avant infiltration.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, sous 3 mois, en lien avec le point de contrôle n°3 relatif aux points de prélèvements, de prévoir un accès permettant de s'assurer que le dispositif de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 3mois
--------------------------------------

**N° 3 : Points de prélèvement aménagés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
--

**Prescription contrôlée :**

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions

en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

La visite a permis l'identification du point de prélèvement relatif au rejet n°1. Ce point de prélèvement, situé au sud-est du site, est équipé d'un automate de prélèvement d'échantillon et d'un collecteur d'échantillon. Raccordé sur la canalisation qui conduit l'effluent relâché par batch jusqu'à la connexion avec le réseau d'eau urbain de la STEP de Jonage, celui-ci recueille environ 130mL tous les 4m3. Les prélèvements sont conservés dans le collecteur d'échantillon réfrigéré situé devant les cuves des effluents industriels. Ce point de prélèvement est facilement accessible.

Concernant les eaux de voiries susceptibles d'être polluées, correspondant au rejet n°2, aucun point de prélèvement n'a pu être identifié au cours de la visite. En effet, aucun regard ou trappe ne permet l'accès à l'effluent en sortie du séparateur d'hydrocarbure, soit juste avant qu'il soit infiltré. Le seul point accessible pour les eaux pluviales susceptibles d'être polluées correspond au point bas/aval de la noue imperméable. Ce point n'est pas représentatif des eaux infiltrées puisque les effluents en sortie de la noue imperméable sont ensuite dirigés vers le séparateur d'hydrocarbure pour traitement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, sous 3 mois, de mettre en place pour le rejet n°2 (eaux pluviales susceptibles d'être polluées) un point de prélèvement facilement accessible, identifié et représentatif des eaux envoyées vers le milieu naturel.

Une consigne explicitant la méthodologie de prélèvement devra également être réalisée et rendue disponible pour les préleveurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3mois

**N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

**Prescription contrôlée :**

[...]

Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.

[...]

**Constats :**

Depuis le 3ème trimestre 2023, l'exploitant effectue par mail des reportings trimestriels auprès des autorités – inspection des installations classées et du Grand Lyon de tous ses résultats de surveillance des rejets en eau.

Par mail du 25 juillet 2023, l'inspection des installations classées a acté que durant la phase de démarrage des activités, la fréquence de reporting et la périodicité minimale de surveillance des paramètres cités dans l'AP du 16 novembre 2018 seraient adaptés pour être calés sur les exigences de la convention du Grand Lyon. Le cadre GIDAF reprenant les paramètres de l'AP sera créé pour le démarrage du site.

Actuellement, Boehringer Ingelheim transmet trimestriellement par mail les résultats des mesures réalisées au point de rejet sur les eaux industrielles.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est recommandé à l'exploitant de trouver une façon de reporter de façon distincte les analyses dont les résultats ont indiqué une concentration inférieure au seuil de détection, des analyses qui n'ont pas été réalisées car il n'y a pas eu de rejets d'effluents ou encore des analyses qui n'ont pas été réalisées pour diverses raisons (pas assez de liquide prélevé ou autre). En effet, la valeur « 0 » indiquée dans certains résultats transmis par mail ne permet pas d'identifier dans quel cas de figure l'on se trouve. Tout prélèvement qui n'a pas pu être réalisé conformément aux exigences de reporting du Grand Lyon se doit d'être expliqué dans le rapport transmis à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

**Prescription contrôlée :**

Article 21-II

« Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »

Article 58-IV

« Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

**Constats :**

L'analyse du reporting trimestriel des trimestres T3 et T4 2023 a été faite, et complétée par les documents envoyés par l'exploitant en préparation de cette inspection:

- reporting T1 2024 (semaine 1 à 7)
- rapport de surveillance de la qualité des effluents (point de rejet 2) Prélèvement annuel du 29/11/2023.

Ce reporting fait état de 3 types de dépassements:

- Des dépassements récurrents en 2023 sur le paramètre chlorures des effluents industriels. Ce paramètre n'est pas imposé dans le suivi demandé par l'arrêté préfectoral du 16/11/2018, mais demandé par le Grand Lyon par la convention de rejet. L'exploitant a réalisé des investigations et

<p>a proposé des solutions techniques pour respecter ce paramètre.</p> <p>- Des dépassements fréquents mais limités sur le paramètre débit des effluents industriels. Le débit moyen journalier autorisé est de 240m<sup>3</sup>/j. Cette valeur a été dépassée 12 fois sur 15 en 2023, les dépassements n'étant jamais supérieurs à 256 m<sup>3</sup>/j. Ces dépassements sont liés à la vidange d'une des cuves des effluents traités, la hauteur d'eau dans la cuve pouvant faire varier fortement le débit lorsque la cuve est pleine.</p> <p>Pour la période étudiée (deuxième semestre 2023 et début du TA 2024, le débit n'a jamais dépassé la valeur autorisée par la convention de rejet du site avec le Grand Lyon. Il n'est donc pas attendu d'effets sur le milieu naturel. Un ajustement du débit moyen journalier imposé dans l'arrêté préfectoral pourra être envisagé avec celui de la convention de rejet, compte tenu de ces éléments.</p> <p>- Un dépassement du paramètre matières en suspension de l'effluent eaux pluviales susceptibles d'être polluées. (Valeur mesurée à 390mg/L pour un seuil fixé à 100 mg/L dans l'arrêté préfectoral). L'exploitant est en cours d'analyse des causes de ce dépassement. Compte-tenu de l'absence de point de prélèvement identifié pour le point de rejet n°2 (voir point de contrôle n°3 de ce rapport), l'exploitant émet des réserves sur la représentativité du prélèvement réalisé, probablement en amont du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Concernant les eaux pluviales, afin de disposer des valeurs représentant les rejets réels du site, l'Inspection recommande à l'exploitant de réaliser ses mesures en aval du séparateur d'hydrocarbure, avant infiltration dans le milieu naturel.</p>
---

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de poursuivre la justification des causes des dépassements lors du reporting trimestriels des eaux industrielles en annotant la case "commentaire" du fichier transmis. Il est demandé également de fournir à l'inspection des installations classées sous 1 mois les conclusions de l'analyse des causes du dépassement en MES lié au prélèvement du 29 novembre 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1mois</p>

#### N° 6 : Transmission GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p>



<p>Par mail du 25 juillet 2023, l'inspection des installations classées a acté que durant la phase de démarrage des activités du site de Jonage, la fréquence de reporting et la périodicité minimale de surveillance des paramètres cités dans l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2018 seraient adaptés pour être calés sur les exigences de la convention du Grand Lyon. Le cadre GIDAF reprenant les paramètres de l'AP sera alors créé pour le démarrage du site.</p> <p>L'exploitant respecte ses obligations de transmission par voie électronique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Débit de rejet**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les débits journaliers moyens sont de l'ordre de 240m3/j.</p> <p>Le site est équipé de mesures en continu du débit, du pH et de la température. Un système informatisé est reporté sur l'ordinateur de la maintenance et permet la visualisation de l'historique. L'affichage qui permet la visualisation de ces paramètres directement à proximité des cuves des effluents traités était défectueux lors de la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à remettre en état l'affichage des paramètres pH, débit et température au niveau de la station de traitement des effluents.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>